



Éléna Choquette

Doctorante, Université de la Colombie-Britannique
Coordonnatrice, Observatoire des fédérations
Université de Montréal

Jean-François Godbout

Professeur agrégé, département de science politique
Directeur, Observatoire des fédérations
Université de Montréal

Syrie fédérale : la proposition kurde

Le 17 mars dernier, les Kurdes de Syrie déclaraient unilatéralement la fondation d'une région fédérale dans le nord de ce pays. Bien que les États-Unis appuient cette communauté ethnique dans leur lutte contre le groupe armé État islamique et que la Russie endosse la décentralisation du pouvoir syrien, le modèle d'une nouvelle Syrie fédérale effraie et braque ses opposants. Cette semaine, l'Observatoire des fédérations fait la lumière sur un nouvel État fédéral au Moyen-Orient.

Les Kurdes de Syrie annonçaient à la mi-mars l'établissement d'une « entité fédérale et démocratique » dans les zones qu'ils contrôlent dans le nord du pays (Sallon, 2016). La fondation d'une région fédérale kurde implique l'unification de trois cantons kurdes non contigus, tous situés près de la frontière turque. La fédéralisation de la région Rojava (« Kurdistan syrien »), au nord du pays, représenterait un pas dans la direction de l'autodétermination des Kurdes syriens. Le Parti de l'union démocratique (PYD), qui revendique actuellement le contrôle du Kurdistan syrien, affirme que le projet fédéral qu'il défend est conçu sur une base « territoriale » et non « ethnique », en ce qu'il représentera toutes les minorités établies sur le territoire fédéré, notamment arabe, assyrienne et turcomane (Le Figaro, 2016).

La déclaration unilatérale des autorités kurdes survient dans le contexte des pourparlers de paix sur la Syrie, orchestrés par les Nations Unies et tenues à Genève en mars dernier, visant à mettre fin à la guerre civile dans le pays. Les forces gouvernementales ainsi que ses principaux adversaires sont unis dans leur



opposition à cette initiative, déclarant que l'annonce des Kurdes n'a « aucune valeur légale » (Sallon, 2016). Le gouvernement et l'opposition syriens dénoncent la menace qu'une fédéralisation de la Syrie constitue pour l'« unité » de la Syrie et de son peuple (Le Figaro, 2016). Parmi les États voisins, la Turquie s'oppose également à l'établissement d'un tel système fédéral, de crainte qu'elle ait des répercussions sur la communauté kurde établie sur son propre territoire (Wintour et Ackerman, 2016). Depuis quatre décennies, Ankara combat l'autonomisation des Kurdes de Turquie et estime aujourd'hui que certaines organisations kurdes, dont le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), posent une menace sécuritaire plus grande que le groupe armé État islamique (Chulov, 2016). Bien qu'ils soutiennent les forces kurdes dans leur lutte à Daesh, les États-Unis ont aussi déclaré qu'ils ne reconnaîtraient pas la région autonome kurde syrienne, notamment parce qu'ils ne souhaitent pas provoquer Ankara, membre de l'OTAN et allié fragile (BBC, 2016).

L'autonomisation politique des Kurdes syriens s'inscrit dans une longue lutte pour la reconnaissance de leurs droits auprès du gouvernement syrien et de la communauté internationale. Encore qu'elle soit la minorité ethnique la plus populeuse de Syrie (quelque 2 millions sur une population totale d'un peu plus de 20 millions avant le déclenchement de la guerre civile), la communauté kurde a souffert de discrimination depuis la fondation du pays, qui a suivi la fin du mandat français en 1944. Aujourd'hui, les Kurdes sont parmi les Syriens les plus pauvres (Stansfield, Lowe et Ahmadzadeh, 2007). Il y est défendu d'enseigner la langue kurde et de faire paraître des ouvrages dans cette langue. Environ 300 000 Kurdes sont même privés de la citoyenneté syrienne et des droits civils qui en découlent (Noi, 2012). En regard des communautés kurdes des pays voisins (Irak, Iran et Turquie), les Kurdes syriens sont moins bien organisés politiquement et culturellement, notamment en raison de leur petit nombre et de leur dispersion géographique (Gunter, 2014).

Le déclenchement des hostilités en Syrie en 2012 a paradoxalement présenté une occasion pour les membres de cette communauté d'accroître leur autonomie. Certaines organisations kurdes ont profité du retrait et du déplacement des forces gouvernementales syriennes des régions dans lesquelles ils sont majoritaires pour exercer plus de pouvoirs (Krajeski, 2015). Les revendications kurdes se centrent autour de l'obtention de plus grandes libertés, du respect de leurs droits et de l'amélioration de leurs conditions de vie (Noi, 2012). D'un point de vue institutionnel, les Kurdes revendiquent la fin des discriminations qu'ils subissent, l'établissement d'un régime démocratique au pays et l'instauration d'une forme d'autonomie pour les régions majoritairement kurdes (Lowe, 2015). Bien que plusieurs experts s'entendent sur l'impossibilité de mener un tel projet à bien à moyen terme, certaines organisations kurdes revendiquent ultimement la création d'un État kurde qui regrouperait les communautés kurdes aujourd'hui dispersés sur les territoires iranien, irakien, turc et syrien (Lowe, 2015; Krajeski, 2015).

Le compromis politique le plus réaliste pour les autorités kurdes est l'obtention d'une certaine forme d'autodétermination à l'intérieur de l'État syrien qui sera redessiné à l'issue du conflit (Lowe, 2015). Le Parti de l'union démocratique clame par ailleurs que le modèle fédéral qu'ils souhaitent exercer dans le Kurdistan syrien devrait être étendu à l'ensemble du pays (Wintour et Ackerman, 2016). Lors de l'annonce de la fondation d'une région fédérale en Syrie, les leaders kurdes soulignaient que l'idée d'une « Syrie fédérale » avait d'abord été proposée par de hauts fonctionnaires de l'administration de Barack Obama et défendue publiquement par le Secrétaire d'État américain John Kerry (Barnard, 2016). Les Russes ont également affirmé qu'ils soutenaient l'instauration d'un système fédéral dans la Syrie d'après-guerre (Sallon, 2016).

Pour le moment, les forces syriennes et les opposants du régime de Bashar al-Assad sont tous unis dans leur objection à la fédéralisation de l'État syrien. La décentralisation du pouvoir exercé par Damas ne serait d'ailleurs pas simple, d'autant que certaines régions qui pourraient s'autonomiser se trouvent sous le contrôle de groupes islamistes. À ces difficultés, le PYD répond que, paradoxalement, le fédéralisme est peut-être le seul principe capable de sauvegarder l'unité territoriale et politique de la Syrie (voir Barnard, 2016). Forte de leur crédibilité acquise par l'entremise de leur lutte contre l'avancée de Daesh, la communauté kurde de Syrie porte un projet fédéral qui a des échos au sein de la communauté internationale (Sallon, 2016). Encore qu'il ne soit pas certain que la résolution du conflit syrien passe par la mise en œuvre du fédéralisme, plusieurs s'entendent sur la nécessité de considérer, comme pour le cas de l'Irak, le potentiel d'une éventuelle Syrie fédérale pour le développement de l'autodétermination des minorités kurdes, la stabilisation et la démocratisation de la région au Moyen-Orient (Lowe, 2015 ; New York Times, 2016).

Lire aussi [l'infolettre du 6 novembre 2014 sur la fédéralisation de l'Irak](#).

Bibliographie

- Barnard, Anne. 2016. Syrian Kurds Hope to Establish a Federal Region in Country's North. *New York Times*. 16 mars. En ligne: http://www.nytimes.com/2016/03/17/world/middleeast/syria-kurds.html?_r=0 [page consultée le 11 avril 2016].
- BBC. 2016. Syria Conflict: Kurds Declare Federal System. *BBC News*. 17 mars. En ligne: <http://www.bbc.com/news/world-middle-east-35830375> [page consultée le 11 avril 2016].
- Chulov, Martin. 2016. Kurds Carve Out New Reality in Northern Syria. *The Guardian*. 18 mars. En ligne: <http://www.theguardian.com/world/2016/feb/15/kurds-carve-out-new-reality-in-northern-syria> [page consultée le 11 avril 2016].



- Gunter, Michael M. 2014. *Out of Nowhere. The Kurds of Syria in Peace and War*. Londres : C. Hurst and Co. Publishers.
- Krajewski, Jenna. 2015. What the Kurds Want: Syrian Kurds are Trying to Build a Lefist Revolution in the Midst of a Civil War. It is a New Middle East, or Just Another Fracture? *Virginia Quarterly Review* 91 (4) : 86-105.
- Le Figaro. 2016. Syrie: les Kurdes fondent une region fédérale. *Le Figaro*. 17 mars. En ligne: <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/03/17/97001-20160317FILWWW00134-syrie-les-kurdes-fondent-une-region-federale.php> [page consultée le 11 avril].
- Lowe, Robert. 2014. The Emergence of Western Kurdistan and the Future of Syria. *Conflict, Democratisation, and the Kurds in the Middle East: Turkey, Iran, Irak, and Syria* (Romano, David et Mehmet Gurses, éd.). New York: Palgrave Macmillan.
- New York Times Editorial Board. 2016. The Kurds' Push for Self-Rule in Syria. *New York Times*. 21 mars. En ligne: <http://www.nytimes.com/2016/03/22/opinion/the-kurds-push-for-self-rule-in-syria.html> [page consultée le 12 avril 2016].
- Noi, Aylin Ünver. 2012. The Arab Spring, Its Effects on the Kurds, and the Approaches of Turkey, Iran, Syria, and Iraq on the Kurdish Issue. *Middle East Review of International Affairs*. 16 (2) : 15-29.
- Sallon, Hélène. 2016. Les Kurdes de Syrie proclament unilatéralement une entité « fédérale ». *Le Monde*. 18 mars. En ligne: http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/03/18/les-kurdes-de-syrie-proclament-unilateralement-une-entite-federale_4885630_3218.html [page consultée le 11 avril 2016].
- Stansfield, Gareth, Robert Lowe and Hashem Ahmadzadeh. 2007. *The Kurdish Policy Imperative*. Chatham House, Middle East Programme. En ligne: <https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/public/Research/Middle%20East/bp1207kurds.pdf> [page consultée le 8 avril 2016].
- Tejel, Jordi. 2009. *Syria's Kurds: History, Politics and Society*. New York: Routledge.
- Wintour, Patrick et Spencer Ackerman. 2016. Syria Peace Talks Stall amid Dispute over "Federal Syria" Call. *The Guardian*. 16 mars. En ligne: <http://www.theguardian.com/world/2016/mar/16/syria-peace-talks-stall-amid-dispute-over-federal-syria-call> [page consultée le 11 avril 2016].